



Thibault BAZIN

Député de Meurthe-et-Moselle
Conseiller départemental

Lunéville, le 27 juin 2018

COMMUNIQUE DE PRESSE SUITE A LA PRESENTATION DU « SERVICE NATIONAL UNIVERSEL » EN CONSEIL DES MINISTRES LE 27 JUIN 2018

Ne sachant pas comment sortir de sa promesse de campagne démagogique de rétablir le service militaire, un leurre, le Président de la République a décidé d'imposer à la jeunesse de France un « pseudo » service national d'un mois.

Marianne Dubois, Député LR, secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées, co-rapporteur de la mission d'information au sujet du "service national universel" avait pourtant alerté à juste titre : "on ne devient pas un bon citoyen en un mois" et "16 ans c'est déjà trop tard".

Le gouvernement propose finalement, « en même temps », un dispositif coûteux, qui ne répond pas à l'ambition affichée.

Espérons que la consultation annoncée l'automne prochain permette enfin et surtout de prendre en compte les jeunes. Il est surprenant de procéder aux annonces, puis de consulter ensuite les principaux concernés. Il conviendra aussi d'écouter les parents car la responsabilité d'accueillir des mineurs - garçons et filles - n'est pas anodine.

Et dire qu'on nous explique qu'à 16 ans, nous avons « moins de filles mères », ce qui limitera les cas d'exemption. Espérons que cela n'en générera pas neuf mois plus tard !

De plus, ce projet de SNU générerait des coûts d'infrastructures (1,8 milliards d'euros !) et de fonctionnement annuel (1,4 milliards d'euros si l'encadrement est militaire !) totalement indéfendables surtout après que le Président de la République et le ministre des armées aient exigé de nos armées d'attendre 2023 pour commencer à voir arriver en unité les matériels qui leur font pourtant si cruellement défaut pour mener à bien leurs missions actuelles.

La question de l'hébergement n'a pas été réglée. Espérons qu'elle ne retombe pas sur les collectivités locales, déjà mises à rude épreuve par ce gouvernement. Les coûts initiaux d'infrastructures pourraient s'élever à 15 milliards d'euros. Quand il y a un flou...

Nous demandons instamment au gouvernement d'arrêter ce projet de SNU au plus vite.

Nous proposons plutôt un parcours citoyen renforcé, dès le collège avec un enseignement moral, civique et défense intégrée au temps scolaire, suivi d'une partie facultative consacrée aux différentes administrations au service des Français.

Le Président de la République et le gouvernement doivent se ressaisir au plus vite, faute de quoi la jeunesse française et les familles auront toutes les raisons de se mobiliser contre ce projet qui n'a, au bout du bout, qu'un objectif : tenter de sortir à n'importe quel prix d'une promesse de campagne démagogique.